

LE TEMPS

Portrait de l'OCDE Jeudi 30 avril 2009

Le tombeau du secret bancaire

Par Sylvain Besson, Paris

De mémoire de diplomate, jamais on n'avait vu les Suisses autant en colère contre une organisation internationale. Menaces de boycott financier par le Conseil fédéral, demande de retrait de l'UDC, torrent de courriers vengeurs adressés aux médias: [l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#) se voit reprocher son «hypocrisie», sa politisation, voire les «saloperies» infligées aux quatre membres – Suisse, Autriche, Belgique et Luxembourg – qu'elle a placés le 2 avril sur sa «liste grise» de centres financiers suspects.

En 2001, un diplomate luxembourgeois dénonçait déjà le vocabulaire «génocidaire» employé par l'OCDE contre les paradis fiscaux. Il s'indignait d'un détail insolite: «Rendez-vous compte, dans leur cafétéria, même le bœuf est découpé à l'anglaise...» Preuve, à ses yeux, d'une inféodation existentielle aux intérêts anglo-saxons.

Dès sa naissance en 1961, les diplomates helvétiques notent que l'influence américaine est prépondérante au sein de l'organisation. «Du point de vue du droit de la neutralité, rien ne s'oppose à ce que nous fassions partie de la future OCDE, conclut pourtant le Conseil fédéral. La position des petits Etats est sauvegardée par le principe de l'unanimité. En cas de nécessité, la Suisse aurait d'ailleurs la faculté de se retirer [...]» Mais Berne juge que son intérêt est de participer à une structure qui défend le libre-échange face à la montée en puissance de la Communauté économique européenne.

En 47 ans d'existence, l'OCDE a développé une mentalité propre: compétitive, pro-business et marquée par un vif sentiment de supériorité intellectuelle. Ses employés se disent au service de «l'intérêt général», par opposition à ceux, particuliers, des 30 Etats membres. Ils entendent «améliorer l'économie mondiale» en comparant leurs performances par le biais d'études et de statistiques – l'organisation en produit quelque 250 par an.

«C'est un des postes les plus intéressants qu'un économiste puisse avoir, estime Hansjörg Blöchliger, spécialiste suisse du fédéralisme fiscal à l'OCDE. Ce n'est pas une administration au sens classique, la manière de travailler est plus proche du monde académique.»

La sélection à l'entrée est rude, la possibilité de se faire licencier réelle et le recrutement ne tient pas compte de quotas nationaux – on compte seulement six Suisses sur ses 2543 fonctionnaires. «L'OCDE n'est pas assez connue en Suisse, commente son porte-parole Nick Bray. Mais notre objectif est d'augmenter ce chiffre.»

Au quotidien, la vie sociale est structurée autour des pauses café et des potins internes, comme en témoigne un panneau «prière de ramener votre tasse au bar». Le château de La Muette, siège de l'organisation, se trouve dans un des quartiers les plus bourgeois de Paris. A l'intérieur, le pavage de marbre immaculé, le soin maniaque apporté aux arrangements floraux, l'atmosphère silencieuse et glacée rappellent l'univers parallèle d'[un film genre Brazil](#).

Outre ses recherches, l'OCDE est fière des résultats obtenus dans ses «domaines d'excellence»: la fiscalité, les lignes directrices destinées aux multinationales, les standards antiblanchiment du Groupe

d'action financière (GAFI) et ceux du groupe de travail contre la corruption.

«Nous sommes très forts sur le suivi, la surveillance entre pairs, commente son directeur, le Suisse [Mark Pieth](#). Le principe, c'est de se mettre d'accord sur un standard, à l'unanimité. Ensuite, quand on évalue un pays, les conclusions sont adoptées à l'unanimité moins une voix – celle du pays lui-même.»

Cette méthode peut entraîner des conflits violents. Certains Etats ont peu apprécié de voir leurs écoles critiquées par [l'étude PISA](#), devenue la référence mondiale en matière d'éducation. L'an dernier, la Grande-Bretagne a été dénoncée pour avoir bloqué une enquête sur les pots-de-vin versés par British Aerospace à des princes saoudiens. L'OCDE menace d'imposer une vigilance accrue sur les transactions conclues par ses multinationales si Londres persiste dans son attitude.

Coïncidence: un mois après le début de cette procédure, la presse britannique publiait des informations détaillées sur le train de vie du secrétaire général de l'OCDE, le Mexicain Angel Gurría. Réfection de son appartement de fonction pour un million d'euros, revenu annuel de 277 000 euros (en comptant les frais de représentation, l'équivalent de près de 417 000 francs), coûteux voyage à Paris d'une délégation mexicaine... L'OCDE a dénoncé une «campagne de diffamation», mais n'a pas démenti les chiffres divulgués à l'époque par The Economist.

Le budget de l'organisation – 303 millions d'euros en 2009, soit plus de 450 millions de francs – est jugé exagéré par certains Etats membres, dont la Suisse. «Ils se demandent si ce n'est pas trop cher payé pour ce que fait l'OCDE, note [Cédric Dupont de l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève](#). Elle compte deux fois et demi plus d'employés que l'OMC, et ce n'est jamais le bon moment de réduire ses ressources!»

Un privilège, commun aux organisations internationales, suscite la fureur des milieux financiers: à l'exception des Américains, qui restent soumis au fisc de leur pays, les fonctionnaires de l'OCDE ne paient pas d'impôts, ce qui, admet gaiement l'un d'eux, en fait «le dernier paradis fiscal». Ils bénéficient aussi d'un service de santé maison, d'alcool et de cigarettes détaxés, et de salaires s'échelonnant entre 4000 et 11 000 euros environ (6000 à 16 500 francs suisses).

«Si je partais dans le privé, je pourrais tripler ou quadrupler mon salaire, répond Jeffrey Owens, le responsable du dossier fiscal à l'OCDE. Et je gagne 20% de moins que mes homologues à la Commission européenne.»

Mais le reproche central est ailleurs. Pour la Suisse, l'OCDE est devenue l'instrument docile des puissances opposées au secret bancaire: [les îles Anglo-Normandes](#) ont été placées sur la «liste blanche» par la vertu d'une douzaine de traités d'échange d'information, Macao et Hongkong ne figurent pas sur la «liste grise» (la Chine a fait pression) et, insulte suprême, un pays «sérieux» comme la Suisse est logé à la même enseigne que Panama, qui a prêté serment de transparence fiscale dès 2002 mais n'a rien fait depuis.

Officiellement, l'OCDE n'a fait qu'appliquer des «critères objectifs». Mais on reconnaît à l'interne que l'organisation a suivi ses membres les plus puissants, au détriment des petits pays qui traînaient les pieds depuis des années sur le dossier fiscal.

Pour Jeffrey Owens, la Suisse n'a d'autre choix que de continuer à participer activement aux travaux de l'OCDE: «La Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne, vous avez besoin d'avoir ce forum, explique-t-il. Et à la fin du processus, je suis sûr que la Suisse profitera énormément de nos travaux dans le domaine fiscal. La Suisse offre un service de haute qualité combiné à une sécurité unique. Singapour, par exemple, est une petite île dans un environnement très instable. Ceux qui ont vraiment de l'argent savent qu'il faut aller en Suisse.»

Un raisonnement qui peine encore à rassurer les banquiers helvétiques.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**